Histoire, Idées, Sociétés
Revue d'histoire de l'UQAM

Compte rendu : Sanjay Subrahmanyam, *Faut-il universaliser l'histoire? Entre dérives nationalistes et identitaires*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Le nouveau monde », 2020, 144p.

Audrey St-Arnault

Citer cet article

ST-ARNAULT, Audrey, « Sanjay Subrahmanyam, *Faut-il universaliser l'histoire? Entre dérives nationalistes et identitaires* », *Histoire, Idées, Sociétés*, janvier 2024.

https://revuehis.uqam.ca/compte-rendu-2/compte-rendu-sanjay-subrahmanyam-faut-il-universaliser-lhistoire-entre-derives-nationalistes-et-identitaires-paris-cnrs-editions-coll-le-nouveau-monde-2020-144-p/

Compte rendu : Sanjay Subrahmanyam, *Faut-il universaliser l'histoire? Entre dérives nationalistes et identitaires*, Paris, CNRS Éditions, coll. « Le nouveau monde », 2020, 144p.

AUDREY ST-ARNAULT

Université du Québec à Montréal

Sanjay Subrahmanyam s'affiche comme l'une des figures incontournables des réflexions historiographiques des dernières années. Reconnu en tant que spécialiste d'histoire économique et d'histoire et culture indiennes (XVI^{e}-XVIII^{e} siècles), il est également présenté comme l'un des fondateurs du courant de l' « histoire connectée ». Située au carrefour de l'histoire globale, de l'histoire transnationale et de l'histoire croisée, l'histoire connectée projette un regard critique sur les cadres d'analyse conventionnels imposés par le modèle de l'État-nation et l'eurocentrisme, et refuse la circonscription des objets d'études en fonction de frontières géographiques étanches et de silos disciplinaires. L'ascension et les positions de Subrahmanyam à la tête de la chaire « Histoire globale de la Première modernité » au Collège de France (2013-2021), puis de la chaire Irving et Jean Stone à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA) depuis 2004, lui ont permis de s'inscrire au rang des pionnier-ères qui ont posé, développé et popularisé les principaux jalons de cette approche. Ses publications récentes, notamment *L'empire portugais d'Asie* (1999), *Vasco de Gama* (2012), *Comment être un étranger* (2013) et *L'Inde sous les yeux de l'Europe* (2018), s'inscrivent dans ce processus. Son essai *Faut-il universaliser l'histoire? : entre dérives nationalistes et identitaires,* publié en français en 2020 aux éditions CNRS, apporte une pierre supplémentaire à l'édifice.

Le point de départ de la réflexion de Subrahmanyam est le suivant : il observe une tendance persistante à l'instrumentalisation de l'histoire pour servir différents usages politiques. L'auteur constate que même l'histoire à grande échelle, qui se veut pourtant a priori intégrative et sans parti-pris, est mobilisée à ces fins. Dans cette optique, il estime

que les tentatives « d'universalisation » de l'histoire sont illusoires et ne correspondent en fait qu'à un processus d'exclusion délibéré. Cela l'amène à avancer qu'une « histoire connectée » est préférable à une « histoire universelle ». Pour appuyer cette thèse, Subrahmanyam structure sa pensée au fil des 4 chapitres qui composent son ouvrage.

Dans le chapitre 1, « Un excès d'histoire? », l'auteur amorce sa réflexion en posant à nouveau l'épineuse question « Y a-t-il aujourd'hui trop ou pas assez d'histoire dans les débats publics ? ». Sans se prononcer directement, il balaie sommairement le spectre des réactions que l'interrogation suscite. Entre les un-e-s (par exemple S. Gruzinski), qui craignent l'oubli et l'ignorance délibérés du passé, et les autres (par exemple L. Hunt), qui dénoncent son investissement et sa politisation excessive (p. 10-12, 24-25), l'auteur suggère de tenir compte des distinctions entre histoire populaire, histoire savante et histoire officielle, ainsi que des fossés géographiques et intellectuels qui séparent les commentateurs-trices (p.29).

C'est dans le chapitre 2, « L'histoire dans les colonies », que l'auteur prend explicitement position. D'un côté, il note que l'indifférence envers l'histoire semble plus répandue que ce que la plupart des analystes veulent bien le reconnaître. D'un autre côté, il admet que l'histoire demeure néanmoins une arme puissante. À cet égard, il brosse un tableau croisé de deux phénomènes concomitants qui se sont étendus du début du XIX^{e} jusqu'au début du XX^{e} siècle. Le premier consiste en l'édification de la discipline historique moderne, largement mobilisée, à l'instar des autres sciences modernes, dans la construction de discours affirmant la supériorité épistémologique occidentale. Le second renvoie à l'émergence des mouvements et idéologies anticoloniaux et nationalistes. L'examen de plusieurs espaces (Amérique latine, Inde, Philippines, Viêtnam/Cochinchine) et d'un éventail de figures nationalistes célèbres (Jawaharlal Nehru, Simón Bolívar, Phan Bôi Châu) lui permet de démontrer que les travaux historiques ont souvent nourri les causes nationalistes. Cela déconstruit habilement l'assimilation réductrice qui est souvent faite entre les mouvements nationalistes anticoloniaux et les attitudes antihistoriques (p. 43-53).

Dans le chapitre 3, « L'histoire marxiste en question », Subrahmanyam élabore une histoire globale schématique de l'historiographie marxiste qui s'est affirmée durant la seconde moitié du XX^{e} siècle, dressant un bilan de son rayonnement et de ses remises en question. Dans un premier temps, il se concentre sur les critiques formulées dans les années 1950-1980 face au consensus marxiste. Il rappelle que sous l'influence de divers

courants (relativisme méthodologique, structuralisme, postructuralisme) et chantiers de recherche effervescents (*microstoria* italienne, histoire environnementale), ces critiques ont encouragé les historien-ne-s à développer des cadres alternatifs originaux s'éloignant de la doxa officielle soutenue par l'Union soviétique. Dans un second temps, l'auteur aborde les réussites et les impasses de ces nouvelles propositions. Pour soutenir son analyse, il utilise les cas des théories latinoaméricaines de la dépendance, des mouvements panafricanistes et, surtout, du Groupe d'études subalternes indien. Ces exemples lui permettent de révéler comment la rencontre entre les critiques de l'histoire nationaliste-marxiste et certaines postures idéologiques (particulièrement le relativisme radical, le néo-scepticisme et l'idéalisme subjectif) a pu mener tantôt à des succès, tantôt à des dérives épistémologiques et idéologiques (p. 70-85). Comme il l'explique, si d'une part, ce rapprochement a permis de produire des histoires nationales révisées mettant en lumière des voix, des expériences et des sujets délaissés par l'historiographie conventionnelle eurocentrée, il a, d'autre part, souvent encouragé les tendances à dédaigner toute histoire jugée « non-nationale », à assimiler l'histoire à une simple mise en récit fictive, voire à contester l'histoire même en tant que discipline. Selon l'auteur, la valse entre ces deux pôles est ce qui a contribué à effriter la légitimité et la crédibilité d'approches pourtant prometteuses. Ce chapitre projette donc une mise en garde à la fois contre les histoires à vocation universelle, qui ont tendance à évacuer toute sensibilité aux particularismes, à l'hétérogénéité et aux transferts, et contre les positionnements intellectuels susceptibles de conduire à un état d'absolue aporie épistémologique.

Dans le chapitre 4, « Nationalisme, identité et histoire universelle », l'auteur analyse les relations entre ces trois concepts, en les articulant à la profession d'historien-ne. Il s'attarde à dénoncer plusieurs tendances persistantes qui structurent l'investigation historiographique et qui contribuent à l'appauvrir intellectuellement (p. 110). Il déplore notamment la persistance d'un certain « déterminisme social » et d'un « nationalisme méthodologique » dans la manière dont sont menées les enquêtes historiques – faisant en sorte que la majorité des historien-ne-s vivant dans une certaine société étudient des sujets limités par le cadre de leur propre État-nation (p. 89-90). Cependant, il appréhende surtout l'ascendance croissante d'un discours identitaire qui voit l'identité non pas comme une construction malléable et flexible, mais comme un objet excessivement rigide (p. 105-106). Pour étayer son propos, il effectue une comparaison entre trois contextes géographiques, soit l'Inde, la France et les États-Unis. Il trace des liens entre les mouvances identitaires et nationalistes, les traditions historiographiques, les institutions

de recherche et d'enseignement et les politiques publiques de ces trois pays. Son tableau illustre efficacement comment l'impératif de « l'identité » peut affecter concrètement la pratique historienne : influence d'intérêts dans la direction ou le contenu du travail historique, multiplication des centres de recherche et des départements universitaires à vocation identitaire, barrières dressées autour de certains sujets d'étude, production de romans nationaux, etc. (p. 107-119).

En définitive, si Subrahmanyam ne réinvente pas radicalement le débat autour des possibilités et des illusions de l'histoire universelle, son ouvrage représente un outil pertinent et efficace pour favoriser une prise de conscience des questionnements, des enjeux, des limites et des pistes de solution sur le sujet. Mêlant à la fois anecdotes personnelles et références nichées, cet essai met en valeur l'érudition peu commune et l'incontestable maîtrise historiographique de l'auteur. En effet, celui-ci jongle aisément entre les faits historiques, les discussions d'actualité et les contributions d'un concert de penseur-e-s, de Hegel à Braudel, en passant par Chattarjee, Markovits, W.E.B. Du Bois et Kelley. Or, comme l'a déjà commenté Alessandro Stanziani[1], l'approche de Subrahmanyam, qui enchevêtre différents registres et fait prédominer l'échange informel sur la structure, comporte à la fois la chance de gagner les lecteurs généralistes et le risque de perdre en chemin les lecteurs spécialisés. Ainsi, il est difficile de déterminer si l'essai réussit mieux à éclairer un public averti qu'à initier un public néophyte.

En revanche, l'auteur mène une lutte engagée contre la soumission du récit historique à une logique idéologique et à ce qu'il conçoit comme le « projet illusoire d'universalisation de l'histoire ». On peut en tirer plusieurs enseignements utiles pour guider notre pratique. En nous rappelant que les chemins d'accès, les modes de représentation et les usages du passé ne sont pas tous à caractère historique et objectif, notre lecture nous incite à adopter une posture professionnelle fondée sur une méthodologie solide et rigoureuse plutôt qu'orientée par des chimères identitaires et l'imposition de métarécits. Globalement, l'ouvrage représente un appel remarquable à une pratique historique élaborée dans un esprit de curiosité, d'ouverture, de décentrement et de connexions, plutôt que dans un esprit de revendication identitaire ou d'autosatisfaction nationale et culturelle.

[1] Voir son compte rendu du livre de Subrahmanyam dans *20 & 21. Revue d'histoire*, vol. 149, n° 1, 2021, p. 175-176.